

rien, bien entendu, ne peut s'envisager véritablement au Rwanda sans avoir à l'esprit cette nécessité de vivre ensemble. C'est bien pourquoi, en expliquant quelle est à ses yeux la place de la culture dans le Rwanda d'aujourd'hui, Joseph Nsengimana, un poète qui enseigna les lettres à l'université, précise: *La culture a un rôle moteur, aussi bien pour le processus de réconciliation que pour la reconstruction nationale et le développement.*

Certes, les moyens disponibles sont encore réduits. L'édition est inexistante, même si une imprimerie revit — un magazine francophone, dont le projet est actuellement très avancé, devrait y voir le jour. La librairie, pour rester dans le même domaine, est pauvre: les livres sont chers par rapport au pouvoir d'achat de la population. Les cinémas sont rares, et la production actuellement au degré zéro. Si la radio nationale émet, la télévision est muette — dans un pays de collines, la transmission par voie hertzienne traditionnelle pose, il est vrai, des problèmes de taille. A Kigali, une seule salle, celle du centre culturel francorwandais, est disponible pour des spectacles, quoique des stades puissent aussi accueillir des concerts. Bref, l'infrastructure est minimale, ce qui n'empêche pas certains secteurs culturels de se manifester.

Le folklore a démarré plus rapidement que les autres secteurs culturels, reconnaît Joseph Nsengimana. A ce titre, une troupe folklorique de notre pays a remporté la coupe mondiale à Majorque, en Espagne, au mois d'avril 1995. Cependant, aujourd'hui, d'autres secteurs ont commencé à se faire connaître au public, comme le théâtre ou les forums de réflexion. Dans ce cadre, un comité provisoire chargé de mettre sur pied une association regroupant les écrivains, les artistes plasticiens et les troupes folkloriques du Rwanda vient d'être créé.

Tout reste à faire, même si certains projets ont déjà pu être réalisés. Presque tous créent des passerelles entre le monde culturel et le besoin de réinstaurer les valeurs fondamentales d'une morale collective dont les lignes de force sont la paix, la tolérance, la solidarité, le respect de l'être humain, la réconciliation nationale, l'éducation civique et la mémoire — en vue de conserver la mémoire des disparus et de conjurer à jamais cette catastrophe humaine qui a laissé à notre pays une trace indélébile.



Dans les camps, les enfants seuls recherchent leurs parents sur les tableaux du CICR. (Photo DPA)

arrêté par le Service de renseignement... M. Carter et les autorités civiles s'avèrent impuissantes à le faire libérer. M. Carter, qui était revenu bouleversé de Ntarama, l'un des sites du génocide, s'est montré convaincu de la sincérité des autorités rwandaises qui affirment souhaiter le retour de leurs compatriotes. L'ancien président n'adopte pas la thèse selon laquelle le gouvernement rwandais devrait « s'ouvrir » et faire place à des personnalités de la « troisième voie ». Au contraire, après s'être entretenu avec les nombreux observateurs des droits de l'homme se trouvant dans le pays et avec des représentants de l'ONU, il s'est plutôt inquiété du fait que les anciennes Forces armées rwandaises (FAR) et les miliciens puissent faire pression sur les civils et continuer à être approvisionnés en armes. L'arsenal découvert sur l'île d'Iwawa voici deux semaines, qui avait été transformé en base militaire par les ex-FAR en préparation d'une attaque prévue depuis la frontière zairoise, explique ces craintes: des journalistes ont pu y découvrir, en plus d'une infirmerie parfaitement équipée, de grandes quantités de mines anti-personnel, un arsenal d'armements divers, de la propagande extrémiste (dont des exemplaires du journal Kangura dont la boîte postale était Leuven) et des rations alimentaires d'origine française, de marque « la Hutte », île d'Oleron...

Au Rwanda, les autorités craignent un retour massif et violent d'une population qui servirait, une fois de plus, de bouclier humain à des hommes en armes, mais elles souhaitent que la communauté internationale les aide à faire face au retour et à la réinstallation des réfugiés, et en particulier des 50 000 enfants non accompagnés se trouvant dans les camps. A mesure que l'étau se resserre, provocations et incidents se multiplient au Kivu, où les Tutsis sont accusés d'être les alliés du FPR. C'est ainsi que de graves pillages ont eu lieu à Goma où l'usine de tabac a été pillée et dévastée. Les simples réfugiés quant à eux sont de plus en plus désorientés: de nombreux cadres rwandais travaillant pour les ONG ont quitté la région, et le désespoir gagne peu à peu cette masse de gens trompés et manipulés. Les organisations humanitaires craignent qu'en cas d'expulsion, il y ait, comme en août dernier, des cas de suicide par noyade dans le lac Kivu.

Un pays francophone en Afrique noire, malgré tout

Vu de loin, le Rwanda peut sembler être un territoire francophone menacé. En effet, l'afflux de réfugiés ayant quitté le pays depuis plus de trente ans — quand ce n'est pas la génération suivante, née à l'étranger — a bousculé considérablement l'équilibre linguistique qui régnait là jusqu'au mois d'avril 1994. Le kinyarwanda, la langue nationale, très semblable au kirundi pratiqué au Burundi voisin, était déjà, et reste, le véhicule de la communication quotidienne. C'est d'ailleurs, en Afrique noire, une situation ex-

ceptionnelle, puisque la plupart des pays subsahariens doivent accepter la cohabitation de plusieurs, voire de plusieurs dizaines de langues vernaculaires. Après le kinyarwanda, le français était clairement la deuxième langue du Rwanda jusqu'au génocide. La victoire du FPR, en juillet dernier, a donc entraîné une situation nouvelle, en raison des endroits où ont vécu les « nouveaux Rwandais », comme on les appelle parfois. Ils étaient au Zaïre, où voisinent le français et, entre autres langues, le lingala. Au Burundi — français et kirundi. Mais aussi en Ouganda, pays anglophone, et en Tanzanie, où la langue officielle est le

swahili. Aujourd'hui, dans Kigali, les plaques d'immatriculation des véhicules sont à l'image de cette variété, comme les langues parlées dans la rue ou les différents commerces. Ajoutons à cela le fait que Paul Kagame, vice-président et ministre de la Défense, généralement considéré comme l'homme fort du régime, a vécu en Ouganda et appartient donc à la population anglophone. Il n'en faut pas davantage pour faire penser que la situation de la langue française est, au Rwanda, très fragile. De quoi mobiliser les défenseurs de la francophonie. Du moins s'il y avait vraiment des raisons de s'in-

quiéter. Car la réalité est beaucoup plus rassurante et les intentions du gouvernement, sur ce plan, tout à fait intéressantes. Avant le génocide, l'enseignement primaire se donnait en kinyarwanda, et les cours de français intervenaient à partir de la quatrième année. Actuellement, le français est introduit dès la première année primaire, comme deuxième langue et devient, à partir de la quatrième, la langue d'enseignement des cours de sciences et de mathématiques. Il s'agit de multiplier les occasions de parler le français à l'école. Mais pas seulement le français: Pascal Habufite, le di-

recteur du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, nous a expliqué que les initiatives liées aux conditions locales et aux langues parlées par la population étaient acceptées. *Si une école a la possibilité d'introduire l'anglais ou le swahili, elle peut le faire. Mais on n'a pas voulu généraliser.* D'ailleurs, lors du dernier examen final de sixième primaire, sur 43 000 enfants, 2 000 seulement étaient venus d'Ouganda et 600 environ de Tanzanie. Ceux qui pratiquent l'anglais et le swahili restent donc largement minoritaires.

Dans l'enseignement secondai-

re, avant l'an dernier, le français était utilisé comme langue d'enseignement, sauf pour certains cours, mais l'intention était d'enseigner un jour en kinyarwanda.

Aujourd'hui, cet enseignement se trouve dans une situation transitoire, de manière à permettre aux jeunes venus de l'étranger de poursuivre normalement leurs études. La plupart des écoles continuent à fonctionner comme avant, c'est-à-dire en français, mais avec un renforcement de l'anglais. Certaines classes cependant se font en anglais, selon les programmes ougandais, et avec une introduction du français.

A plus long terme, l'objectif est de fournir un enseignement en français dans le premier niveau du secondaire, puis indifféremment en français ou en anglais à partir du deuxième niveau, en fonction du professeur et de ses habitudes linguistiques. *On renforcera ainsi, explique Pascal Habufite, l'anglais chez les francophones et le français chez les anglophones, les uns et les autres étant mélangés en classe à partir de la quatrième année secondaire. Le but est de conduire les élèves à une maîtrise simultanée du français et de l'anglais à la fin du secondaire.*

Autrement dit, ce qui pouvait

sembler poser un problème devrait devenir un atout pour le Rwanda et ses habitants dont la prochaine génération maîtriserait ainsi trois langues: le kinyarwanda, bien entendu, qui restera la langue quotidienne, mais aussi le français et l'anglais.

Il faut savoir, de toute manière, que les Rwandais vivant déjà dans le pays avant la guerre sont loin d'avoir tous une connaissance parfaite du français. Celle-ci est parfois assez élémentaire. Et les perspectives ouvertes pour les années à venir ne font pas craindre un recul de la langue française au Rwanda.